

## **SOMMET ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

**Amnesty International**

**Les droits humains doivent figurer en bonne place à l'ordre du jour**

**BULLETIN D'INFORMATION 201/02**

Index AI : EUR 46/058/02

8 novembre 2002

**Embargo : 8 novembre 2002 à 9 h 00 GMT**

### **ANNONCE À L'INTENTION DES MÉDIAS**

À la veille du sommet entre l'Union européenne et la Fédération de Russie, Amnesty International appelle les participants à accorder une place prioritaire aux droits humains dans leur ordre du jour. Les membres d'Amnesty International en Belgique organisent une manifestation lundi après-midi, au moment où le président russe Vladimir Poutine va rencontrer les dirigeants de l'Union européenne. Une affiche montrant des soldats russes au milieu des ruines de bâtiments civils pose la question suivante : l'Union européenne et la Fédération de Russie partagent-elles les mêmes valeurs ? Amnesty International a appelé les dirigeants européens à briser le silence à propos de la Tchétchénie dans leurs entretiens avec le président Poutine. *"Les deux parties au conflit commettent des atrocités, mais il est primordial que l'Union européenne cesse de fermer les yeux sur la politique russe en Tchétchénie"*, a déclaré Dick Oosting, directeur de l'Association d'Amnesty International pour l'Union européenne. L'organisation est vivement préoccupée par les conséquences négatives de la prise d'otages tragique de Moscou le mois dernier, et appelle les autorités russes, entre autres, à protéger la population civile des répercussions des opérations menées par les forces de sécurité. (Voir l'appel urgent d'Amnesty International intitulé *EU-Putin summit and Chechnya: A test of EU credibility* [Sommet entre l'Union européenne et Vladimir Poutine : un test pour la crédibilité de l'Union européenne], disponible en anglais sur le site [www.amnesty-eu.org](http://www.amnesty-eu.org) et en russe à l'adresse [www.amnesty.org/russia/russian](http://www.amnesty.org/russia/russian)).

#### **Complément d'information**

Amnesty International a lancé une campagne mondiale en faveur de la justice pour tous dans la Fédération de Russie, dénonçant le cercle vicieux de la violence et de l'impunité, qui a des répercussions sur les droits fondamentaux des citoyens ordinaires dans tous le pays. Présentant à Moscou le rapport d'Amnesty International intitulé *Fédération de Russie. Un pays sans véritable justice*, Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, a déclaré : *"le président Poutine doit faire preuve de sens des responsabilités politiques internationales et ne doit pas commettre les mêmes erreurs que les Occidentaux en restreignant les droits humains au nom du combat contre le "terrorisme international".*" Aux quatre coins du monde, du nord au sud et de l'est à l'ouest – d'Islande en Afrique du Sud et du Japon en Alaska – les membres d'Amnesty International ont organisé des actions, faisant signer des pétitions, allumant des bougies, organisant des conférences de presse et des tournées de conférences, etc. Leur objectif était d'attirer l'attention des citoyens ordinaires, des hommes politiques et des médias sur le climat d'impunité qui entoure les violations des droits humains en Fédération de Russie, et d'insister sur l'obligation, pour les auteurs de ces violations, de répondre de leurs actes.

**Pour en savoir plus ou obtenir une interview ou un entretien, vous pouvez prendre contact avec Lydia Aroyo au +44 20 7413 5599 ou au +44 7798 555 629 (portable au Royaume-Uni).**

**Par ailleurs, d'autres informations sont disponibles sur le site web de notre campagne sur la Russie ([www.amnesty.org/russia/francais](http://www.amnesty.org/russia/francais)).**

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>**